



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
POUR LA MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN
NOUVEAU BÂTIMENT DE COMMANDES AU POSTE SOURCE DE NYLON, EN
PROCEDURE D'URGENCE.

FINANCEMENT : Appui Budgétaire PforR. Exercices 2026 et suivants

Maître d'Ouvrage Délégué : Coordonnateur de l'UCP-PforR

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution de l'appui budgétaire reçu par la Banque Mondiale, exercice 2026 et suivants, le Coordonnateur du Programme de Réformes du Secteur de l'Electricité au Cameroun, Maître d'Ouvrage Délégué, lance un Appel d'Offres National Restreint pour la maîtrise d'œuvre des travaux de construction d'un nouveau bâtiment de commande au poste source de Nylon, en procédure d'urgence

2. Consistance des Prestations

Les Prestations comprennent notamment :

- ✓ Validation des études d'exécution et des plans conformes après travaux ;
- ✓ Suivi et contrôle de la construction bâtiment de commande de deux (02) demi-rames 15kV ;
- ✓ Suivi et contrôle de la réalisation des aménagements divers (piste de circulation, parking, VRD et assainissement) ;
- ✓ Suivi et contrôle des prestations qui se déclinent comme suit : Études d'exécution, installations de chantier, sécurité et PGES, terrassements, ouvrages extérieurs, aménagements divers et drainage, bâtiment de commande ;
- ✓ Renforcement des capacités du personnel du MOD ;
- ✓ Archivage physique et numérique des documents projets.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont subdivisés en lot unique ci-après définis :

N° LOT	INTITULES
Unique	Maitrise d'œuvre des travaux de Construction d'un nouveau bâtiment de commande dans l'arrondissement de douaia 5 ^{ème} nylon, en procédure d'urgence.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **trente-cinq millions cinq cent soixante-neuf mille (35 569 000) francs CFA TTC**.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est estimé à **dix (10) mois**.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalités de conditions aux Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets ou groupe ayant un représentant local de catégorie C minimum, relevant du sous-secteur d'activités « Bâtiment et Equipement Collectifs (BEC) et disposant d'une expérience avérée dans le domaine des études et de la construction des bâtiments de commandes de poste source. La participation sous forme de groupement est admise à condition que le chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre ressortent clairement.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le budget de l'appui budgétaire PforR des exercices 2026 et suivants Sur la ligne d'imputation budgétaire n° 60 32 341 0 32000005 0435 361313.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à :

N° LOT	Montant caution de soumission (francs CFA)
LOT UNIQUE	400 000

Cette caution de soumission doit être valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un

organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Elle devra être accompagnée du récépissé de consignation émise par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage Délégué (MOD) aux heures ouvrables sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière le Concorde Hôtel Yaoundé-Cameroun, Tél. : (+237) 620 75 83 02, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au siège de l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du secteur de l'électricité au Cameroun, sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière le Concorde Hôtel Yaoundé-Cameroun, Tél. : (+237) 620 758 302, E-mail : ucporsec@gmail.com ; elongserge@gmail.com ; nkoabissa@yahoo.fr ; okalaedoa@yahoo.com dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de cinquante mille (50 000) Francs CFA, payable au Trésor Public. La copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier de soumission. Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, e-mail, Téléphone, etc.).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

La soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **05 AOUT 2026** à 13h000 précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage Délégué :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

En plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

*L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le **05 AOÛT 2026** à 14 heures par*



la Commission de Passation des Marchés placée auprès du Maître d'Ouvrage Délégué, dans la Salle de Conférences de l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du secteur de l'électricité au Cameroun, sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière Concorde Hôtel Yaoundé-Cameroun.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 70% seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes, pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des soumissionnaires.

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- de l'absence à l'ouverture des plis ou de la non-conformité de la caution de soumission timbrée délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics accompagné de l'original du récépissé de consignation émise par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) ;
- de la non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission et son récépissé CDEC) ;
- de l'absence de l'Attestation de catégorisation délivrée par l'Autorité des Marchés Publics ou la Décision portant résultat de catégorisation ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;

- de la note technique inférieure à 80 points sur 100 (Note technique inférieure à 80%);
- de l'absence de la capacité financière d'un montant de onze millions (11 000 000) CFA ;
- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres soumises en ligne ;
- de l'absence de l'offre financière témoin ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

15.2-Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre sur:

- la présentation générale de l'offre ;
- Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires ;
- La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
- Qualification et compétence des experts ;
- Moyens Matériel et logistique ;
- Programme de transfert de connaissances ;
- Les preuves d'acceptations des conditions du marché.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers et en considérant le cas échéant les rabais proposés.

17. Nombre maximum de lots :

Les prestation s'exécuterons en lot unique.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix 90 jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au siège de l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du secteur de l'électricité au Cameroun, sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière le Concorde Hôtel Yaoundé-Cameroun, Tél. : (+237) 620 758 302, E-mail : ucpporsec@gmail.com ; elongserge@gmail.com ; nkoabissa@yahoo.fr ; okalaedoa@yahoo.com Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

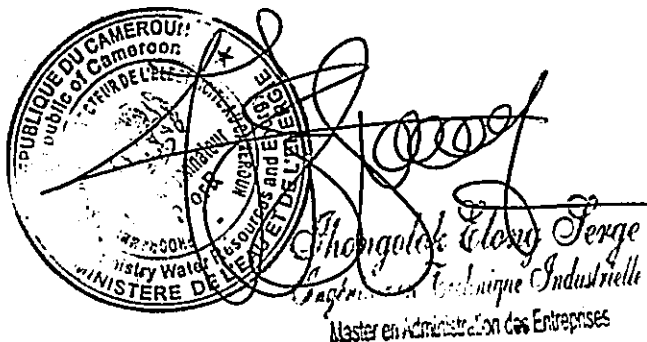
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le **13** **JUIL** 2026

Le Coordonnateur du Programme de Réformes du Secteur de
l'Electricité au Cameroun
(Maître d'Ouvrage Délégué)

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Maître d'Ouvrage ;
- Président CSPM-PforR ;
- Présidents de CCCM ;
- Chronos/Affichage.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'EAU
ET DE L'ENERGIE

PROGRAMME DE REFORMES DU
SECTEUR DE L'ELECTRICITE AU
CAMEROUN

COOPERATION CAMEROUN-BANQUE MONDIALE
CAMEROUN – WORLD BANK COOPERATION



LA BANQUE MONDIALE
IBRD - IDA - GROUP OF WORLD BANKS

Programme P178136 (Crédit IDA 73940-CM)
Unité de Coordination du Programme (UCP-
PforR)

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF WATER
RESSOURCES AND ENERGY

CAMEROON POWER SECTOR
REFORM PROGRAM

00 NOTICE OF RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS
N°001/AONR/MINEE/PRSEC-PforR/UCP/CSPM/2026 OF 13 JUL 2026
FOR THE PROJECT MANAGEMENT AND SUPERVISION OF THE CONSTRUCTION
WORKS OF A NEW CONTROL BUILDING AT THE NYLON SUBSTATION, UNDER
EMERGENCY PROCEDURE.

FUNDING: PforR Budgetary Support, Fiscal Years 2026 and subsequent

Delegated Contracting Authority: Coordinator of the UCP-PforR

1. Subject of the Call for Tenders

Within the framework of the execution of the budgetary support received from the World Bank, fiscal year 2026 and subsequent, the Coordinator of the Electricity Sector Reform Program in Cameroon, Delegated Contracting Authority, launches a Restricted National Call for Tenders for the project management and supervision of the construction works of a new control building at the Nylon substation, under an emergency procedure.

2. Scope of Services

The Services notably include:

- Validation of the execution studies and as-built drawings after works;
- Supervision and control of the construction of the control building for two (02) 15kV half-switchgears;
- Supervision and control of the execution of various developments (circulation track, parking, roads and utilities, and sanitation);
- Supervision and control of the services broken down as follows: Execution studies, site installations, safety and ESMP, earthworks, external structures, various developments and drainage, control building;
- Capacity building for the Delegated Contracting Authority's staff;
- Physical and digital archiving of project documents.

3. Tranches/Allotment

The works subject to this Call for Tenders are subdivided into a single lot defined as follows:

LOT N°	TITLES
-----------	--------

Single	Project management and supervision of the construction works of a new control building in the Douala 5th district. Nylon. under emergency procedure.
--------	--

The scope of these services is detailed in the Terms of Reference (ToR) of this Bidding Document (DAO).

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation upon completion of the preliminary studies is thirty-five million five hundred and sixty-nine thousand (35,569,000) CFA Francs inclusive of all taxes.

5. Estimated Execution Period

The maximum period provided by the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority for the execution of the services subject to this call for tenders is estimated at ten (10) months.

This period runs from the date of notification of the service order to commence the services.

6. Participation and Origin

Participation in this call for tenders is open on equal conditions to Technical Study Offices and Firms or groups having a local representative of at least category C, belonging to the "Buildings and Collective Equipment (BEC)" sub-sector of activities and having proven experience in the field of studies and construction of substation control buildings. Participation in the form of a joint venture is allowed provided that the lead partner is designated and that the specific duties of each member are clearly stated.

7. Financing

The services subject to this call for tenders are financed by the PforR budgetary support budget for fiscal years 2026 and subsequent. On the budgetary imputation line n° 60 32 341 0 32000005 0435 361313.

8. Submission Method

The submission method selected for this consultation is **online**.

9. Bid Security

Each bidder must include in their administrative documents a bid security, paid manually, issued by an authorized organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue guarantees in the field of public contracts, the list of which appears in document 14 of the Bidding Document, the amount of which is:

LOT N°	Bid security amount (CFA Francs)
SINGLE LOT	400,000

This bid security must remain valid for up to thirty (30) days beyond the initial bid validity date. The absence of the bid security issued by a first-tier bank or a first-category financial organization authorized by the Ministry in charge of Finance to issue guarantees in the framework of public contracts will result in

the outright rejection of the bid. A bid security produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid security presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible. It must be accompanied by the consignment receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC).

N.B: As the submission is made online, the original of the consignment receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC) and the bid bond must be handed over to the Special Procurement Commission during the bid opening session, in accordance with Point 469 of Circular No. 0001877/C/MINFI of December 31, 2025, regarding instructions for the execution of Finance Laws and the monitoring and control of budget execution for the State and other public entities for the 2026 fiscal year.

10. Consultation of the Bidding Document

The Bidding Document can be consulted free of charge at the services of the Delegated Contracting Authority (MOD) during working hours located in the Olézoa neighborhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Prestige Hotel, behind the Concorde Hotel Yaoundé-Cameroon, Tel.: (+237) 620 75 83 02, upon publication of this notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.amp.cm).

11. Acquisition of the Bidding Document

The physical version of the bidding document can be obtained at the headquarters of the Coordination Unit of the Electricity Sector Reform Program in Cameroon, located in the Olézoa neighborhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Prestige Hotel, behind the Concorde Hotel Yaoundé-Cameroon, Tel.: (+237) 620 758 302, E-mail: ucpprsec@gmail.com; elongserge@gmail.com; nkoabissa@yahoo.fr; okalaedoa@yahoo.com upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum for the purchase of the DAO of fifty thousand (50,000) CFA Francs, payable to the Public Treasury. The copy of the receipt of this payment will be attached to the submission file. Upon collection of the DAO, bidders must register by leaving their complete address (P.O. Box, Fax, e-mail, Telephone, etc.).

It is also possible to obtain the electronic version of the document by free download at the above-indicated addresses for the electronic version. However, online submission is conditioned by the payment of the DAO purchase fees.

12. Submission of Bids

Each bid is drafted in French or English.

For online submission, the bid must be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 05 JUL 2026 at 1:00 PM exactly. A backup copy of the bid saved on a USB drive or CD/DVD must be transmitted in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the above mention within the allotted time.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate shall ensure to use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical offer, and the financial offer must be placed in separate distinct envelopes and submitted in a sealed envelope.

Will be deemed inadmissible by the Delegated Contracting Authority:

- bids bearing indications of the identity of the bidders,
- bids arriving after the deadline dates and times for submission.
- bids without indication of the identity of the Call for Tenders;
- bids not conforming to the submission method
- Non-compliance with the number of copies indicated in the RPAO or bid only in copies;

Any incomplete bid in accordance with the prescriptions of the Bidding Document will be declared inadmissible. Notably, the absence of the bid security issued by an authorized organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue guarantees in the field of public contracts or the non-compliance with the models of the documents in the Bidding Document, will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A bid security produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid security presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

In addition to the required number of copies of the financial offer, the bidder is required to present one copy of this financial offer in a sealed envelope to serve as a witness offer marked as such, and intended for the body responsible for regulating Public Contracts for safekeeping. Failure to present this witness offer leads to the inadmissibility of the candidate's offer concerned right from the opening of the bids by the Tenders Board.

14. Opening of Bids

The opening of bids is done in two stages.

The opening of administrative documents and technical offers will take place on **05 AOUT 2026** at 2:00 PM by the Tenders Board placed under the Delegated Contracting Authority, in the Conference Room of the Coordination Unit of the Electricity Sector Reform Program in Cameroon, located in the Olézoa neighborhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Prestige Hotel, behind Concorde Hotel Yaoundé-Cameroon.

Only the financial offers of the bidders having obtained the qualifying technical score of 70% will be opened by the same Board and in the same room at a later date after publication of the results of the technical evaluation.

Only the bidders can attend this opening session or be represented by a single person of their choice duly mandated, even in the case of a joint venture.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or in copies certified true by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must date less than three (03) months from the original date of submission of bids or have been established subsequent to the date of signature of the call for tenders notice.

In the event of absence or non-compliance of an administrative document during the opening of bids after a period of 48 hours granted by the Board, the offer will be rejected.

15. Evaluation Criteria

The evaluation criteria consist of two types: eliminatory criteria and essential criteria. These criteria are intended to identify and reject incomplete or non-compliant bids, essentially regarding the conditions set in the Bidding Document relating in particular to the admissibility of administrative documents, to the compliance of the technical offer with the technical specifications of the DAO, and to the qualification of the bidders.

15.1- Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be met to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. They must not be subject to scoring. Non-compliance with these criteria leads to the rejection of the bidder's offer.

These notably include:

- absence at the opening of bids or non-compliance of the stamped bid security issued by a first-category financial organization authorized by the Ministry in charge of Finance to issue guarantees in the context of public contracts accompanied by the original of the consignment receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC);
- non-production beyond 48 hours after the opening of bids, of an administrative document deemed non-compliant or absent (except the bid security and its CDEC receipt);
- absence of the Categorization Certificate issued by the Public Contracts Authority or the Decision bearing the categorization result;
- false declarations, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- technical score of less than 80 points out of 100 (Technical score less than 80%);
- absence of financial capacity in the amount of eleven million (11,000,000) CFA Francs;
- absence of the sworn declaration of non-abandonment of contracts during the last three years;
- non-compliance with the file format of the bids submitted online;
- absence of the witness financial offer;
- absence of a quantified unit price in the financial offer;
- absence of an element of the financial offer (the submission, the unit price schedule (BPU), the bill of quantities and estimates (DQE));
- absence of the dated and signed integrity charter;
- absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses, dated and signed;

15.2- Essential Criteria

The so-called essential criteria are those primordial or key to judge the technical and financial capacity of the candidates to execute the services, subject of the call for tenders. These must be determined according to the nature and scope of the services to be performed.

The technical offers will be evaluated out of one hundred (100) points according to the essential criteria which will relate to:

- the general presentation of the offer;
- Reference of the bidder in the realization of similar services;
- The proposed methodology in adequacy with the ToR;
- Qualification and competence of the experts;
- Material and logistical means;
- Knowledge transfer program;
- Proofs of acceptance of the contract conditions.

16. Award

The Delegated Contracting Authority will award the contract to the bidder submitting the best evaluated bid by combining technical and financial criteria and taking into account the proposed discounts, if any.

17. Maximum number of lots:

The services will be executed as a single lot.

18. Bid Validity Period

Bidders remain bound by their offer for ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Additional Information

Additional information can be obtained during working hours at the headquarters of the Coordination Unit of the Electricity Sector Reform Program in Cameroon, located in the Olézoa neighborhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Prestige Hotel, behind the Concorde Hotel Yaoundé-Cameroon, Tel.: (+237) 620 758 302, E-mail: ucprsec@gmail.com ; elongserge@gmail.com ; nkoabissa@yahoo.fr ; okalaedoa@yahoo.com or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.publiccontracts.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic communication means indicated by the contracting authority.

20. Fight against corruption and bad practices

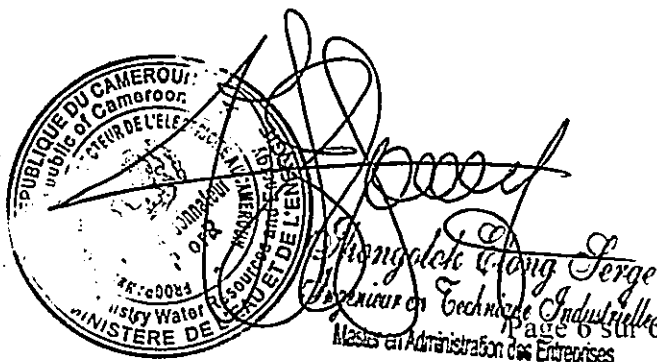
For any denunciation of corrupt practices, facts, or acts, please call CONAC at the number 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, the 03 JUL 2026

Coordinator of the Cameroon Power Sector
Reform Program(Delegated Contracting Authority)

Copies:

- Public Contracts Authority (MINMAP);
- ARMP;
- Contracting Authority;
- Chairperson CSPM-PforR;
- Chronos/Notice Board.



Elong Serge
Ingénieur en Technique Industrielle
Master en Administration des Entreprises